L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

RD-CONGO

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA | www.adiac-congo.com | N° 4533 VENDREDI 23 JUIN 2023

SOMMET DE PARIS

La communauté internationale invitée à tenir ses promesses faites à la RDC

À la tête d'une délégation composée de plusieurs ministres, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, est arrivé hier à Paris où il prend part au sommet pour un nouveau pacte financier mondial.

Il est porteur d'un message du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, essentiellement axé sur le rôle de la République démocratique du Congo (RDC) en tant que «pays solution» dans la lutte contre le changement climatique.

Page 2

Le Premier ministre Sama Lukonde à Paris

INTERVIEW

Moby-Oury Barry : « Pour être entrepreneur, il faut avoir une attitude de gagnant »

Moby-Oury Barry animant l'atelier sur le « Démarrage et gestion de la start-up »/Adiac

Invité à animer un atelier, les 20 et 21 juin, en marge de la 8e session ordinaire de l'Artac, Moby-Oury Barry a partagé l'expérience du parcours de sa start-up durant les cinq dernières années. Au Courrier de Kinshasa, le responsable de TransNumerik fait le point sur la première journée des travaux axés sur le « Démarrage et gestion de la start-up ».

Page 4

CONFÉRENCE DES RÉGULATEURS

Des entrepreneurs renforcent leurs compétences à Kinshasa

Photo de famille des participants à l'atelier/Adiac

Les travaux organisés en prélude à la 8e session ordinaire de l'Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique centrale, les 20 et 21 juin, à Kinshasa, ont outillé les participants sur l'écosystème des start-up. Le partage a été réalisé dans le but de faire acquérir des connaissances de haut niveau sur la réalité des start-up et leur développement.

Page 3

FOOTBALL

Le tournoi «Fatshi cup U20» aura lieu du 1er au 9 juillet à Kinshasa

Le projet relatif à l'organisation du tournoi «Fatshi cup U20» a fait l'objet d'un protocole d'accord conclu le 21 juin, entre le ministère des Sports et Loisirs, la Fédération congolaise de football association et l'Union des fédérations de football de l'Afrique centrale .

Les trois parties ont convenu de la tenue de cette compétition régionale du 1er au 9 juillet, à Kinshasa, avec six nations.

Page 5

ÉDITORIAL

Gâchis

Les résultats de l'enquête menée par les organisations de la société civile, dans le cadre d'une évaluation des projets d'infrastructures budgétisés entre 2014 et 2019, interpellent. Ils signalent un vrai gâchis des ressources financières de l'Etat qui aurait pu être évité par la mise en place des mécanismes adéquats de suivi et d'évaluation.

Chiffres à l'appui, l'enquête portant sur 297 projets de construction et d'équipement révèle que 51,10% de chantiers n'ont pu démarrer contre 48,90% ayant à peine connu un début d'exécution, tandis que certaines entreprises ayant reçu des financements nécessaires ont simplement disparu sans être inquiétées.

Ce constat soulève la question de la responsabilité des organes chargés de l'attribution des marchés publics à des entreprises fantoches dépourvues d'expertise avérée et sans base juridique. Il démontre l'immensité de la tâche qui incombe aux institutions chargées de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et la fraude.

Dans l'optique de prévenir la perte des fonds publics occasionnée par la prolifération des « éléphants blancs » à travers le pays, les pouvoirs publics devront prendre les mesures coercitives qui s'imposent. Et pour susciter l'adhésion des partenaires financiers dans l'accompagnement des projets conjoints, l'exécutif a tout intérêt à s'inspirer des recommandations formulées dans le rapport d'enquête.

Les Dépêches de Brazzaville

SOMMET DE PARIS

La communauté internationale invitée à tenir ses promesses faites à la RDC

A la tête d'une délégation composée de plusieurs ministres, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, est arrivé à Paris, le 22 juin, où il prend part au sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Il est porteur d'un message du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, essentiellement axé sur le rôle de la République démocratique du Congo (RDC) en tant que «pays solution» dans la lutte contre le changement climatique.

Le Premier ministre Sama Lukonde à Paris

Le sommet de Paris s'inscrit dans un contexte international marqué par les répercussions des multiples crises climatique, énergétique, sanitaire et économique, notamment dans les pays les plus vulnérables. Il poursuit quatre grands objectifs dont celui de redonner un espace budgétaire aux pays qui font face à des situations difficiles à court terme, en particulier les pays les plus endettés. Cette rencontre entend favoriser le développement du secteur privé dans les pays à faible revenu, encourager l'investissement dans les infrastructures « vertes » pour la transition énergétique dans les pays émergents et en développement ainsi que mobiliser des financements innovants pour les pays vulnérables au changement climatique.

Faisant partie de la délégation congolaise, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement a réaffirmé la volonté de la RDC de voir toutes les promesses faites, de par son rôle mondial dans la lutte contre le changement climatique, se concrétiser. «Il sera question, au cours de ces travaux, de repenser le système financier mondial, quatre-vingts ans après les accords de Breton Woods, qui ont créé le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il faut aussi regarder comment l'humanité répond aux impératifs climatiques. Vous savez que la RDC est un pays solution et par rapport à tous ces sujets, il y a des avis qu'elle compte émettre», a dit Patrick Muyaya.

La RDC, a-t-il précisé, se positionne comme pays solution parce qu'elle a les ressources nécessaires. *«Et vous savez chaque seconde que les pollueurs polluent, chaque seconde aussi la RDC s'assure que la température mondiale est régulée, notamment à travers ses forêts. Beaucoup de promesses ont été faites. Ici, on veut voir ces promesses devenir concrètes. Parce qu'il faut arrêter cette hémorragie qui touche notre humanité»*, a-t-il poursuivi.

Outre le ministre de la Communication, la délégation congolaise à Paris est composée des ministres d'Etat du Budget, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du vice-ministre des Affaires étrangères. Le sommet de la capitale française, du 22 au 23 juin, est placé sous la direction du président Emmanuel Macron et connaît la participation d'une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement venus de tous les continents.

Jules Tambwe Itagali

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila
Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONFÉRENCE DES RÉGULATEURS

Des entrepreneurs renforcent leurs compétences à Kinshasa

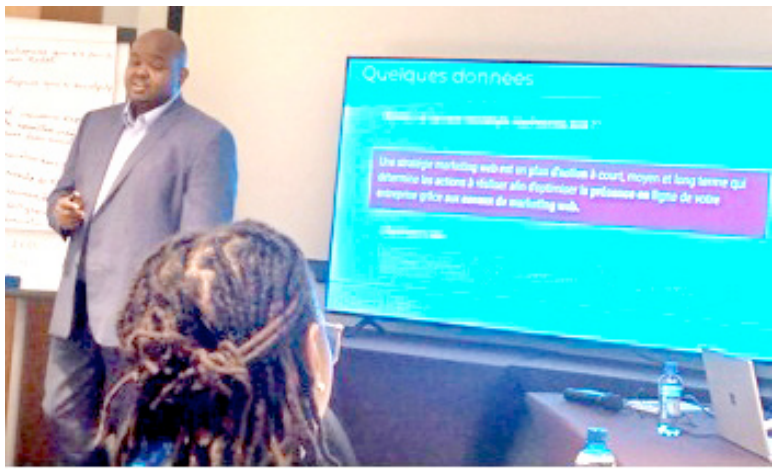
Les travaux organisés en prélude à la 8e session ordinaire de l'Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique centrale (Artac), les 20 et 21 juin à Kinshasa, ont outillé les participants partant de l'expérience de TransNumerik sur l'écosystème des start-up, du démarrage à la gestion au quotidien.

Jugé bénéfique et instructif par les participants, l'atelier animé par Moby-Oury Barry, président directeur génral (PDG) de TransNumerik, s'est révélé un complément incontournable à la pratique quotidienne des jeunes entrepreneurs réunis à Kinshasa. En effet, l'expérience de la start-up partenaire Gold de Microsoft, donnée en exemple dans l'esprit du thème « Démarrage et gestion de la start-up », s'est étendue sur l'ensemble du processus. Les principes de base de Moby-Oury Barry ont prôné l'excellence et l'intégrité, alliés à la passion de l'entrepreneur appelé à faire preuve d'innovation en se servant du digital comme catalyseur de croissance. Le partage a été réalisé dans le but de faire acquérir des connaissances de haut niveau sur la réalité des start-up et leur développement.

Le parcours historique de TransNumerik révèle qu'en quatre ans d'exercice, la start-up s'est positionnée partenaire de l'année de Microsoft en 2022, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La performance a été bâtie en trois ans *« en faisant en sorte que les ressources embrassent les valeurs. Car elles ne sont pas motivées par un salaire mais pour faire la différence »*, a dit Moby-Oury. Et, les ressources ont accès à la même formation et à la même expertise. Dans la stratégie de création de TransNumerik, son PDG a fait un choix décisif en s'associant à un partenaire avec plus de vingt ans d'expérience avec Microsoft. L'embauche des ressources locales pour chaque bureau étant essentielle, il s'est appuyé sur les spécificités des pays et leur culture pour bien s'y établir, sachant que pour chaque région, *« l'appropriation culturelle et la connaissance du mode de fonctionnement des personnes sont un indicateur de succès »*.

La structuration est essentielle

Les deux journées d'atelier ont mis en avant les efforts consentis par TransNumerik partant des erreurs et des victoires vécues ensemble, créant un sentiment d'appartenance à l'entreprise. Il appartient donc au leader d'impulser son équipe sachant qu'elle constitue la matière première. Un management efficace, la communication marketing, la gestion des données et l'état d'esprit de l'entrepreneur l'emmènent à atteindre ses objectifs. Les mythes et réalités de l'entrepreneuriat développés par un Africain qui a choisi de



Moby-Oury Barry expliquant la stratégie marketing de TransNumerik/Adiac

faire un saut dans le vide, mû par l'énergie du désespoir avec une idée transformée en projet d'affaires. La patience, prendre le temps de comprendre le marché, être à son écoute, savoir pivoter à chaque fois. La méthode Lean start-up qui consiste au build-measure-learn, bâtir, mesurer et apprendre, à adapter des services à sa clientèle cible en fonction des résultats obtenus. Patience et résilience entrent en ligne de compte, aiguisant la volonté manifeste de s'engager dans une direction en se donnant les moyens d'atteindre le but.

L'entrepreneuriat n'étant pas facile, la structuration est essentielle dès le départ. Ainsi, souligne Moby-Oury : *« Nous avons réalisé très tôt une présence dans le web avec des stratégies, une identité qui représente nos valeurs »*. La charte graphique, la stratégie marketing, le ciblage des réseaux, la mise à jour du site web, la réalisation d'une série de webinaires pour attirer sur ses différents canaux et y avoir l'œil pour rester en adéquation avec les besoins des personnes ciblées et pouvoir les aborder avec des sujets qui les intéressent a été la recette. *« Connaître son client, les personnes et les outils de marketing digital est essentiel pour un entrepreneur de sorte à pouvoir naviguer et réduire les coûts et permettre d'entrer en contact avec la cible qui va acheter les solutions et services proposés »*, affirme Moby-Oury.

En fin d'atelier, le rôle du régulateur a été défini avec les contributions des délégués de l'Arcep (Gabon), en l'occurrence Eugène Pamba Capochichi et de Serigne Abdou Kadhre Mbacke de l'Artp (Sénégal). Il a été évoqué l'encadrement et l'accompagnement des start-up, tout en jouant le rôle de médiateur entre les opérateurs des télécommunications et les utilisateurs ; l'homologation des outils pour assurer un service adéquat aux utilisateurs. L'apport au niveau des Fintech, de l'intelligence artificielle et la cryptomonnaie pour un accompagnement personnalisé des start-up du domaine ; les avantages concurrentiels mis à disposition pour leur permettre d'émerger et leur fournir du contenu pour les aider à s'adapter aux règles et prétendre répondre aux attentes de l'environnement actuel sont essentiels. *« Les nouvelles technologies bousculant le statu quo, l'adaptation est importante pour la continuité et la pérennisation des missions des régulateurs »*, a indiqué en conclusion Moby-Oury.

Nioni Masela

UNIVERSITÉ D'EDIMBOURG

Debora Kayembe officiellement installée comme recteur

Debora Kayembe, avocate spécialisée dans les droits de l'homme, a été officiellement installée, le 21 juin, comme 54e recteur de l'université d'Edimbourg en Ecosse. Elle a été élue à ce poste en février 2021.

La cérémonie d'installation s'est déroulée à la bibliothèque Playfair de l'université d'Edimbourg, en présence de l'ambassadeur de la République démocratique du Congo (RDC) au Royaume-Uni, Ndolamb Ngokwey.

Originaire de la RDC, Debora Kayembe est la troisième femme à occuper cette fonction depuis sa création en 1858, après Muriel Gray et Ann Henderson. *« Je suis ravie et profondément honorée d'être élue en tant que première personne de couleur à occuper le poste de recteur de l'Université d'Édimbourg. Je suis pleinement consciente de l'importance de mon rôle à un moment aussi critique. Nous sommes confrontés à de nombreux défis : des conséquences de la pandémie du virus covid-19 aux batailles pour la justice raciale, en passant par la prise en compte du passé à la suite de l'assassinat de George Floyd et de la naissance du mouvement Black Lives Matter. Le respect des valeurs d'humanité et de bonté est au cœur de tout mon travail et je me réjouis de travailler avec le personnel, les étudiants et l'ensemble de la communauté universitaire pour faire en sorte que chacun soit valorisé »*, a indiqué Debora Kayembe, citée par l'Université d'Edimbourg.

Présider l'organe directeur de l'université

Le recteur préside le tribunal de l'université, son organe directeur, et également les réunions du conseil général en l'absence du chancelier et travaille en étroite collaboration avec les étudiants ainsi que leur association. Institué par une loi du Parlement de 1858, le poste de recteur a une longue et prestigieuse histoire, indique l'Université d'Edimbourg. Cette année, explique-t-elle, 163 ans se sont écoulés depuis que William Gladstone a occupé pour la première fois le poste de recteur de l'université. Parmi les précédents recteurs figurent l'éminent homme politique Sir Winston Churchill, la présentatrice de télévision Muriel Gray et l'ancien Premier ministre britannique, Gordon Brown.

Avocate et militante des droits de l'homme

Debora Kayembe, qui est arrivée

Debora Kayembe entourée d'autres membres du staff de l'université

au Royaume-Uni en tant que réfugiée de la RDC, a élu domicile en Écosse depuis 2011. Elle est inscrite au barreau du Congo en 2000 et a été membre de l'Institut de traduction et d'interprétation de 2010 à 2020. En 2016, elle a rejoint les services linguistiques du bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) et de l'Association du barreau de la CPI.

Par ailleurs, Debora Kayembe a été, de 2013 à 2016, membre du conseil d'administration du Scottish Refugee Council. Elle a également rejoint la Royal Society of Edinburgh/Young Academy of Scotland pour représenter les minorités réfugiées, et siège en tant qu'avocate experte au sein du groupe de travail de la RSE pour l'Afrique. En 2017, elle a fondé l'organisation caritative Full Options.

En août 2019, l'histoire s'est écrite à la Royal Society of Edinburgh, lorsque Debora Kayembe est devenue la première Africaine à voir son portrait érigé sur le mur de la société, en l'honneur de ses réalisations et de ses contributions à la société écossaise.

En juillet 2020, Debora Kayembe a lancé la campagne Freedom Walk, un mouvement de défense des droits civils qui vise à faire pression et à faire campagne au nom des citoyens en promouvant les réformes sociales, la justice raciale et l'harmonie au sein de la communauté. Elle a également adressé une pétition au Parlement écossais en faveur d'une éducation antiraciste dans le pays.

Patrick Ndungidi

INTERVIEW

Moby-Oury Barry : « Pour être entrepreneur, il faut avoir une attitude de gagnant »

Invité à animer un atelier, les 20 et 21 juin, en marge de la 8e session ordinaire de l'Artac, le président directeur général de TransNumerik, Moby-Oury Barry, a partagé l'expérience du parcours de sa start-up durant les cinq dernières années, son positionnement, sa croissance et les différents projets livrés pour servir de rôle modèld aux jeunes entrepreneurs. Dans cette interview exclusive avec Le Courrier de Kinshasa, il fait le point sur la première journée des travaux axés sur le « Démarrage et gestion de la start-up ».

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Votre première venue à Kinshasa est l'occasion de partager votre expérience entrepreneuriale. Qu'y a-t- il à savoir sur vous ?

Moby-Oury Barry (M-O.B.) : Je suis Moby-Oury Barry, de nationalité canadienne. Originaire de la Guinée, je vis à Montréal. J'ai eu la fibre entrepreneuriale après avoir atteint le plafond de verre dans une entreprise locale. J'avais le choix entre m'apitoyer sur mon propre sort ou partir en entrepreneuriat en Afrique. Je suis content aujourd'hui d'avoir fait le saut car TransNumerik est une référence au niveau des partenaires Microsoft de la sous-région. Nous avons des clients de grande envergure et nous continuons à bâtir de plus en plus. Présentement, je suis en train de combler dix postes au niveau de mes effectifs et j'ai des partenaires stratégiques bien établis, notamment London stock exchange présent dans soixante pays. Je dis donc, Dieu merci pour ce parcours.

L.C.K. : Qu'est-ce qui vous a conduit à participer aux travaux organisés en marge de la 8e session ordinaire de la Conférence des régulateurs de l'Afrique centrale ?

M-O.B. : Au regard des performances de TransNumerik, le président en exercice de l'Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique centrale (Artac), Louis-Marc Sakala, a voulu que je participe pour partager mon expérience. Mon parcours avec les membres de mon équipe durant les cinq dernières années, le positionnement de l'entreprise, sa croissance et les différents projets que nous avons livrés. Une façon de montrer aux jeunes que les Africains sont capables de réussir, un role model dont l'expérience parle aux startupers. Une personne de même couleur qui est passée par les mêmes difficultés car même si je vis au Canada, je travaille en Afrique. J'en vis les réalités au quotidien.

Moby-Oury Barry animant l'atelier sur le « Démarrage et gestion de la start-up »/Adiac

L.C.K. : Pourriez-vous mieux nous présenter TransNumerik dont vous êtes le patron ?

M-O.B. : Je n'aime pas trop le mot patron (rires). Pour moi c'est patron versus leader. Un patron va dire à ses employés d'effectuer des tâches tandis qu'un leader se positionne en avant et va impulser les autres. Je préfère me positionner en tant que leader. TransNumerik a des filiales au Sénégal et en Côte d'Ivoire mais nous avons un bureau au Ghana. Nous avons des représentations au Gabon, au Cameroun et au Rwanda. Nous couvrons l'Afrique de l'Ouest où nous avons douze clients, et l'Afrique de l'Est. Nous pensons arriver aussi en en Afrique centrale. J'ai préféré me positionner là parce que c'est un Océan bleu, il y a beaucoup à faire. L'Afrique subsaharienne est malheureusement en retard dans sa transformation digitale.

L.C.K. : Que doit-on comprendre de la notion Océan bleu, quelle pensée véhicule-t-elle ?

M-O.B. : La pensée derrière l'Ocean Bbeu, c'est un environnement où il y a peu de compétitions par opposition à un Océan rouge où la compétition existe, il faut pouvoir se battre pour trouver des clients. De l'autre côté, les clients sont là et en faisant preuve d'innovation, on peut les embarquer dans le voyage numérique. L'idée c'est de vraiment partir de la base, identifier leurs besoins et ensuite accompagner en fonction de leurs moyens, puis en fonction de leur appétence pour la transformation digitale.

Une vue des participants à l'atelier/Adiac

L.C.K. : Quel était le point central de votre communication de la première journée ?

M-O.B. : L'essentiel de ma communication, c'était que l'entrepreneuriat n'est pas facile. Il demande une structuration, une volonté et un état d'âme ainsi que l'accompagnement des membres de sa famille, son conjoint ou sa conjointe. Car, un projet entrepreneurial est un projet familial, parce que de nombreux sacrifices sont encourus, surtout au début, de sorte que l'on a besoin de la cohésion, du support de la famille pour pouvoir y arriver. Puis, toute l'équipe est importante, l'accompagnement autant institutionnel que familial, les différentes phases de partenariat et son attitude personnelle. Pour être entrepreneur, il faut avoir une attitude de gagnant, relationnelle, une volonté ferme d'avoir un impact. Et souvent, l'argent est une conséquence. Si tu crois fermement en ce que tu veux faire et tiens à laisser un legacy, un héritage, cela va se transférer car tout le monde va te suivre pour y arriver. Certes, seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin.

L.C.K. : Sur quel sujet de l'atelier du jour avez-vous remarqué le plus d'intérêt de l'auditoire ?

M-O.B. : Son intérêt s'est situé à deux niveaux. Le premier était pour le cycle de vie de l'entreprise, d'une start-up. De l'idéation jusqu'à son deuxième anniversaire, les différentes phases de « business model canvas ». Le voir de manière structurelle a aidé au positionnement. Le second volet, qui a suscité moult échanges, était le financement. Le sujet était d'un intérêt capital, tout le monde y a beaucoup participé. Le Lean strat-up est un autre point qui a également capté l'attention. Comment ils peuvent rapidement créer de la valeur selon le process du build-measure-learn et si ils échouent, comment ils peuvent rapidement rebondir. La notion d'Océan bleu – Océan rouge, en terme de compétitivité, l'analyse concurrentielle et tout le travail en coulisse de réflexion pour remplir le « business model canvas » sont des éléments appréciés.

L.C.K. : Avez-vous apprécié votre auditoire, pensez-vous qu'il a aimé vous écouter ?

M-O.B. : Je pense qu'il a aimé le sujet. J'ai vraiment senti de l'engagement du début à la fin de sorte que l'on a même un peu débordé vers la fin. Avec le tour de table, la satisfaction des participants était manifeste. Je pense avoir contribué aux objectifs de la première journée et cela me challenge pour la journée de demain.

L.C.K. : La réaction de l'auditoire vous aurait-elle aiguillonné, donné une idée plus claire sur votre communication la seconde journée ?

M-O.B. : Oui !, pour la journée de demain, nous aborderons de manière concrète le processus de financement. Et, suite à une requête de participants à ce sujet, je vais montrer comment TransNumerik fonctionne en terme de management. J'ai également reçu une demande des régulateurs, quitte à savoir comment ils peuvent utiliser les start-up dans leurs contenus pour leur offrir un meilleur accompagnement.

Propos recueillis par Nioni Masela

FOOTBALL

Le tournoi «Fatshi Cup U20» démarre le 1er juillet à Kinshasa

Après moult tergiversations sur fond d'une vive polémique, le tournoi de football « Fatshi Cup U20 », initié par l'actuel ministre des Sports, François Kabulo, vient d'être validé par l'Union des fédérations de football de l'Afrique centrale (Uniffac).

Après le quitus obtenu de la Confédération africaine de football, le projet d'organisation de «Fatshi Cup U20» a finalement fait l'objet d'un protocole d'accord conclu, le 21 juin, entre le ministère des Sports et Loisirs, la Fédération congolaise de football association et l'Uniffac. Les trois parties ont convenu de l'organisation de cette compétition, du 1er au 9 juillet, à Kinshasa. Le tirage au sort qui s'en est suivi a établi un calendrier des matches avec six nations. Il s'agit de la République démocratique du Congo (RDC) pays hôte, du Cameroun, du Tchad, du Gabon, du Congo et de la République centrafricaine (RCA). Les Léopards (U20) lanceront la compétition contre leurs homologues du Tchad, le 1er juillet, au stade des Martyrs. Le Gabon affrontera la RCA, le 2 juillet, et le Cameroun sera aux prises, le même jour, au Congo. Il s'agit d'un tournoi régional des équipes de moins de 20 ans qui rend hommage au président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. À noter que cette compétition va servir de préparation à l'équipe nationale U20 de la RDC qui devrait participer aux IXes Jeux de la Francophonie, prévus pour la fin du mois de juillet à Kinshasa.

Alain Diasso

Les Léopards de la RDC; pays hôte/DR

LIBYE

Abdoulaye Bathily appelle le Conseil de sécurité à faire pression au sujet du blocage des élections

Sans compromis, les points litigieux risqueraient de mener le processus électoral en Libye dans un « cul de sac », a déclaré l'envoyé de l'Organisation des Nations unies (ONU), Abdoulaye Bathily.

L'envoyé de l'ONU pour la Libye a exhorté le Conseil de sécurité, le 19 juin, à faire pression sur tous les intervenants pour qu'ils fassent preuve de la volonté politique nécessaire à la tenue des élections dans ce pays ravagé par la guerre. Les efforts se poursuivent pour amener les dirigeants politiques libyens à surmonter leurs divergences, afin d'organiser les élections présidentielle et législatives qui sont dans l'impasse depuis décembre 2021. Dans son exposé devant les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU, Abdoulaye Bathily a déclaré qu'il était désormais crucial que des mesures soient prises pour surmonter les désaccords persistants sur des questions persistantes afin d'éviter des « perspectives sombres » pour le peuple libyen et la région. Il a exhorté les décideurs libyens à agir dans un esprit de compromis.

« *Sans de tels compromis, les points litigieux risquent d'entraîner le processus électoral dans un cul-de-sac, comme en 2021, avec pour conséquence une plus grande polarisation et une déstabilisation du pays* », a déclaré Abdoulaye Bathily. « *Des élections couronnées de succès nécessitent non seulement un cadre juridique, mais aussi un accord politique qui garantisse l'adhésion et l'inclusion de toutes les principales parties prenantes* », a-t-il poursuivi.

Abdoulaye Bathily

« Des élections couronnées de succès nécessitent non seulement un cadre juridique, mais aussi un accord politique qui garantisse l'adhésion et l'inclusion de toutes les principales parties prenantes »

L'envoyé de l'ONU a indiqué qu'il avait l'intention d'intensifier les négociations et de réunir les principales parties prenantes ou leurs représentants de confiance, afin de parvenir à un accord définitif sur les questions les plus litigieuses, de rendre les projets de loi applicables et de permettre la tenue d'élections couronnées de succès. Il a également prévenu que le conflit au Soudan suscitait des inquiétudes quant à ses effets déstabilisateurs potentiels sur la Libye, notamment en ce qui concerne l'afflux potentiel de réfugiés et les mouvements transfrontaliers d'éléments armés.

La Libye est en proie au chaos depuis 2011, année qui a vu l'éviction de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis quatre décennies. La situation s'est aggravée depuis mars dernier, lorsque le Parlement basé dans l'Est de la Libye a désigné un nouveau gouvernement, sous la conduite de l'ancien ministre de l'Intérieur, Fathi Bashagha, mais le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibeh, basé à Tripoli, l'une des deux personnalités revendiquant le pouvoir et l'autorité en Libye, insiste sur le fait qu'il ne cédera son autorité qu'à un gouvernement issu d'un « Parlement élu ». Ce qui fait craindre que la Libye ne bascule à nouveau dans la guerre civile.

Noël Ndong

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 012F/PDAC-2023
ACQUISITION DES INTRANTS AGRICOLES POUR LES PROMOTEURS DES PLANS D'AFFAIRES DE RESILIENCE (RELANCE)

1 La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) qui clôture le 31 décembre 2023. Une partie des fonds du projet est réservée à l'acquisition de diverses fournitures pour les bénéficiaires des plans de d'affaires de résilience.

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition des intrants agricoles pour les promoteurs des plans d'affaires de résilience.

3. Les fournisseurs intéressés peuvent acquérir le dossier d'appel d'offres ou obtenir tout complément d'information auprès de l'UNCP à l'adresse indiquée ci-après du lundi au vendredi entre 9 heures et 16 heures.

4. Les candidats intéressés peuvent acheter le dossier d'appel d'offres rédigé en français à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement en espèces d'un montant non remboursable de 200.000 FCFA. Cette somme est payable à la comptabilité, contre un reçu.

5. Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le mercredi 12 juillet 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le mercredi 12 juillet 2023, à 13 heures, à l'adresse indiquée ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 / E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 22 JU...

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI

SOMMET DE PARIS

La réforme du FMI et de la Banque mondiale en débat

Les institutions de Bretton Woods issues de la Seconde Guerre mondiale doivent concilier aide aux pays pauvres et lutte contre le réchauffement climatique.

Faire plus et prendre plus de risque. Tel pourrait être le mantra du sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial qui se tient ce jeudi au palais Brongniart. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international mais aussi les banques multilatérales de développement vont devoir changer de braquet et de méthodologie pour concilier la lutte contre la pauvreté et le réchauffement climatique dans les pays du Sud.

Prendre des risques

Les dirigeants des bailleurs de fonds multilatéraux, les Etats actionnaires et les agences de notation de crédit sont trop frileux en matière de risques financiers. Une plus grande tolérance au risque permettrait pourtant de libérer à moyen terme des centaines de milliards de dollars. « Comment ces banques-là, à partir de l'argent public qu'on leur a donné comme capital de départ, vont être capables de démultiplier ce capital initial ? » s'interroge-t-on à l'Elysée. Une première étape a été franchie à la Banque mondiale lors de son assemblée du printemps dernier . Ses actionnaires ont assoupli sa politique de prêt. Avec la modification du ratio de ses prêts rapporté à son capital, elle va libérer une capacité de prêt supplémentaire de 50 milliards de dollars pour les dix années à venir. A Paris, les dirigeants de la Banque mondiale devraient aussi appeler les pays donateurs à se montrer plus généreux lors de la 21e reconstitution des fonds de l'agence internationale de développement, filiale de l'institution spécialisée dans les prêts et les dons aux pays les plus pauvres. Le but est de battre le record de 93 milliards de dollars qui avait été atteint pour la période triennale s'achevant en juillet 2025.

Blocage juridique

Côté Fonds monétaire international (FMI), les capitaux sont là depuis l'augmentation de capital de 650 milliards de dollars de l'été 2021. Les pays du G20 se sont engagés à redistribuer une partie de ces réserves sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) vers les pays pauvres à hauteur de 100 milliards. Les capitaux doivent être reversés au fonds pour la résilience et la durabilité, créé en octobre 2022 pour les pays les plus démunis. Mais des détails juridiques bloquent l'opération pour partie. Il s'agira à Paris de les lever pour atteindre véritablement ce montant de 100 milliards. Dans un cas comme dans l'autre, il faut aller plus loin pour augmenter les financements du développement et du climat.

Changer les mentalités

Les réformes envisagées concernent aussi le mode opératoire de ces institutions. Il s'agit d'évoluer sur l'analyse de la vulnérabilité des pays en prenant en compte le développement durable. Le temps où le FMI appliquait les mêmes solutions pour redresser un pays quel qu'il soit est révolu. Dans ses analyses sur la soutenabilité de la dette, le Fonds devrait ainsi tenir compte d'autres éléments que la seule composante financière de la dette (taux d'intérêt, remboursement, recettes publiques et revenu d'exportation). *« Il faut partir de la réalité du pays qui établirait sa propre feuille de route de développement pour ensuite déployer les instruments du FMI et des banques multilatérales de développement adéquats afin d'opérer les investissements nécessaires »*, indique l'Elysée. C'est ce qui a été fait pour l'Afrique du Sud concernant son plan de sortie du charbon, souligne l'Elysée. Il importe aussi de ne plus travailler chacun dans son coin. *« Depuis 2015, nous avons travaillé en silo. Il est temps que les investisseurs privés, les agences de notations et les banques publiques de développement communiquent entre eux. A Paris, il faut dégripper la rotule liant banque publique de développement et finance privée »*, explique Rémy Rioux, le directeur général de l'Agence française de développement (AFD). Les grandes institutions de développement ont deux jours pour convaincre.

Noël Ndong

La communauté internationale invitée à tenir ses promesses

A la tête d'une délégation composée de plusieurs ministres, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, est arrivé à Paris, le 22 juin, où il prend part au sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Il est porteur d'un message du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, essentiellement axé sur le rôle de la République démocratique du Congo (RDC° en tant pays solution dans la lutte contre le changement climatique.

Le sommet de Paris s'inscrit dans un contexte international marqué par les répercussions des multiples crises climatique, énergétique, sanitaire et économique, notamment dans les pays les plus vulnérables. Il poursuit quatre grands objectifs dont celui de redonner un espace budgétaire aux pays qui font face à des situations difficiles à court terme, en particulier les pays les plus endettés. Cette rencontre entend favoriser le développement du secteur privé dans les pays à faible revenu, encourager l'investissement dans les infrastructures « vertes » pour la transition énergétique dans les pays émergents et en développement ainsi que mobiliser des financements innovants pour les pays vulnérables au changement climatique.

Faisant partie de la délégation congolaise, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement a réaffirmé la volonté de la RDC de voir toutes les promesses faites, de par son rôle mondial dans la lutte contre le changement climatique, se concrétiser. *« Il sera question, au cours de ces travaux, de repenser le système financier mondial, quatre-vingts ans après les accords de Breton Woods, qui ont créé le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il faut aussi regarder comment l'humanité répond aux impératifs climatiques. Vous savez que la RDC est un pays solution et par rapport à tous ces sujets, il y a des avis qu'elle compte émettre»*, a dit Patrick Muyaya.

La RDC, a-t-il précisé, se positionne comme pays solution parce qu'elle a les ressources nécessaires. *« Et vous savez que chaque seconde que les pollueurs polluent, chaque seconde aussi la RDC s'assure que la température mondiale est régulée, notamment à travers ses forêts. Beaucoup de promesses ont été faites. Ici, on veut voir ces promesses devenir concrètes. Parce qu'il faut arrêter cette hémorragie qui touche notre humanité »*, a-t-il poursuivi.

Outre le ministre de la Communication, la délégation congolaise à Paris est composée des ministres d'Etat du Budget, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du vice-ministre des Affaires étrangères. Le sommet de la capitale française, du 22 au 23 juin, est placé sous la direction du président Emmanuel Macron et connaît la participation d'une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement venus de tous les continents.

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde

« ...Chaque seconde que les pollueurs polluent, chaque seconde aussi la RDC s'assure que la température mondiale est régulée, notamment à travers ses forêts. Beaucoup de promesses ont été faites. Ici, on veut voir ces promesses devenir concrètes. Parce qu'il faut arrêter cette hémorragie qui touche notre humanité »

Jules Tambwe Itagali

FRANCOPHONIE

Les Etats encouragés à améliorer les conditions de vie de la population

La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, a lancé un appel, le 21 juin à Paris, lors d'une session ordinaire du Conseil permanent, aux Etats et gouvernements d'œuvrer davantage à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Louise Mushikiwabo a évoqué, selon un communiqué de presse de l'OIF, les crises politiques « récurrentes » dans plusieurs régions de la Francophonie, avant de rappeler la mobilisation de l'organisation en faveur des enjeux économiques et commerciaux.

Elle s'est félicitée du succès de la troisième rencontre des entreprises francophones organisée du 12 au 13 juin dernier à Québec, au Canada. Réitérant l'importance du numérique, elle a souligné la contribution de l'organisation au pacte numérique mondial.

La secrétaire générale de l'OIF a, en outre, annoncé un financement exceptionnel de deux millions d'euros proposés par des pays du Sud qui permettront d'assurer la continuité des projets de la Francophonie impactés à la suite de l'annonce du Canada de réduire sa contribution volontaire.

De son côté, l'administratrice de l'OIF, Caroline St Hilaire, a fait savoir que la 44e session de la conférence ministérielle, qui aura lieu en novembre prochain à Yaoundé, au Cameroun, portera sur l'adoption de la programmation et du budget quadriennal de l'organisation.

Les Etats membres ont apprécié les avancées dans les préparatifs des neuvièmes jeux qui se tiendront du 28 juillet au 6 août prochains à Kinshasa, en République démocratique du Congo

La secrétaire générale de l'OIF Louise Moshikiwabo

En marge du Conseil permanent de la Francophonie, les Etats membres ont apprécié les avancées dans les préparatifs des neuvièmes jeux qui se tiendront du 28 juillet au 6 août prochains à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ils se sont également félicités des progrès enregistrés dans la transformation de l'OIF, de même que des efforts déployés dans l'exécution des projets financés par le fonds « la Francophonie avec elles ».

Christian Brice Elion

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE M. ALPHONSE OKANDZE

SAMEDI 24 JUIN 2023

9H00 : levée du corps à la morgue Municipale de Brazzaville (CHU)

10H00 : recueillement au domicile familial au 11 de l'avenue des 3 Martyrs, Talangaï

13H00 : absoute

14H00 : départ pour le cimetière du centre-ville de Brazzaville (Site 4 mars)

16H00: fin de cérémonie

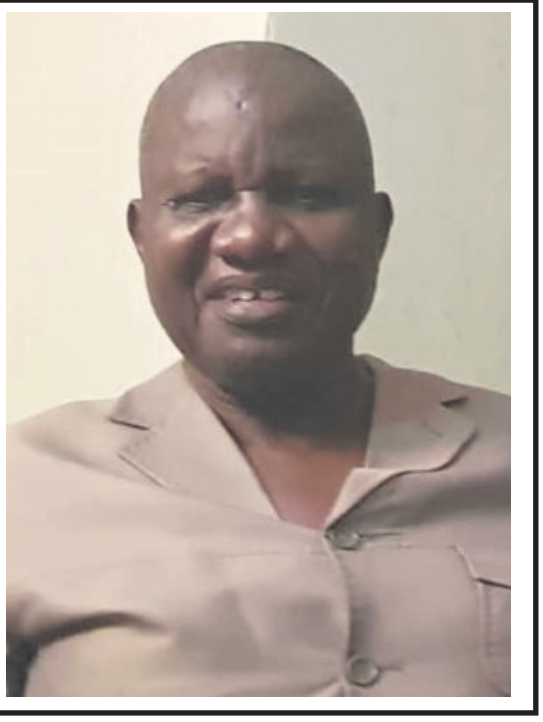
L'Eternel a donné, l'Eternel a ôté ; que le nom de l'Eternel soit béni ! **Job 1 : 21**

NÉCROLOGIE

Arnaud Bienvenu Zodialo, agent des Dépêches de Brazzaville, et famille ont la douleur de vous annoncer le décès de leur sœur, tante, mère et grand-mère Jeanine Ofomi Zodialo, survenu le 19 juin 2023 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au quartier Kaounga derrière le lycée Thomas-Sankara. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

IN MÉMORIAM



En ce 3e anniversaire (26/06/2023), du rappel à Dieu d'Arthur Wenceslas Opoumba, ses parents, ses frères, sa veuve, ses fils et ses amis se souviennent de lui et implorent la grâce de Dieu pour le repos de son âme.

La marche irrésistible du temps ne pouvait effacer le souvenir et la douleur de ta disparition tragique.

En cette date de triste anniversaire, la famille prie tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

A cet effet, des messes seront célébrées les 24, 25 et 26 juin en la cathédrale Notre-Dame de Pointe-Noire, en la paroisse Saint-Grégoire de Massengo à Brazzaville et en la cathédrale Christ-Roi d'Owando.

Ta vie fut un exemple de simplicité, de tendresse et de générosité.

HYDROCARBURES

Une nouvelle augmentation du prix du super envisagée

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a dressé, le 21 juin, le bilan à mi-parcours de ses engagements pris lors de la présentation des douze batailles du programme d'action du gouvernement en 2021 devant la représentation nationale.

Le Premier ministre a annoncé quelques mesures dont une possible augmentation du prix du super à la pompe. Les prix du carburant, a-t-il expliqué, ont connu au début de cette année une légère augmentation de 5%. La République du Congo, qui est en programme avec le Fonds monétaire international (FMI), envisage une nouvelle augmentation, mais cette fois-ci de l'essence seulement. *« Nous venons d'obtenir du FMI de nous laisser à la limite augmenter d'abord le prix du super, parce que l'essence profite aux nantis. Le FMI est en train de se demander pourquoi nous sommes différents des autres pays de la sous-région alors que cela est conforme aux règles communautaires de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) »*, a annoncé le chef du gouvernement. Il a précisé qu'il s'agit d'une exigence de cette institution de Breton Woods qu'il faut respecter dans le cadre des engagements pris aux fins de rétablir les équilibres macroéconomiques du pays.

A travers cette exigence, le FMI voudrait que l'Etat congolais supprime ou réduise les subventions des produits pétroliers et dans le domaine de l'électricité, estimées à 300 milliards FCFA. Ces dividendes permettraient aux pouvoirs publics d'investir dans d'autres domaines ayant un impact direct sur la population tels que la santé, l'éducation et l'assainissement dans les grandes villes. Selon Anatole Collinet Makosso, les 5% de la première augmentation du prix du carburant ont, entre autres, servi à l'aménagement des voiries urbaines à Brazzaville et Pointe-Noire, ainsi qu'à l'accélération des travaux de réhabilitation du centre d'accueil des jeunes en conflit avec la loi d'Aubeville, dans le département de la Bouenza.

Pour éviter l'augmentation du prix de la course de taxi, le gouvernement entend rendre opérationnelle la Société de transport public urbain (STPU). *« Nous devons rendre viable le transport public urbain. Le ministre d'Etat, Jean Jacques Bouya, est en Inde où il a rencontré les partenaires d'Exim Bank avec lesquels nous avions un accord de prêt. En effet, cet accord nous a permis de créer la STPU à Brazzaville et à Pointe-Noire, mais le financement n'avait pas été libéré en totalité. Nous venons de le réactiver pour nous permettre de relancer la Société de transport urbain »*, a assuré le chef du gouvernement.

Des accords trouvés avec Glengore et Trafigura

S'agissant du rétablissement de la confiance avec les autres bailleurs et partenaires, le Premier ministre a annoncé la restructuration de la dette publique vis-à-vis des traders, notamment Glengore et Trafigura, après, a-t-il dit, des âpres négociations. Le pays a, de même, retrouvé sa crédibilité auprès de certains partenaires comme la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement dont les crédits étaient gelés par manque de confiance.

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso/DR

Parlant de la première bataille relative à la santé, Anatole Colline Makosso s'est félicité du fait que beaucoup d'engagements ont été concrétisés. En effet, après avoir vaincu la pandémie de covid-19, amélioré des plateaux techniques dans certains hôpitaux, achevé et équipé les hôpitaux généraux de Djiri à Brazzaville et de Ngoyo à Pointe-Noire, le gouvernement va procéder à leur mise à niveau. Le but étant de permettre à ces deux formations sanitaires de recevoir les malades atteints de formes graves de cancer et de faire la dialyse. Car, selon lui, le cancer est l'une des principales causes des évacuations sanitaires au Congo. En parallèle de la remise à niveau de ces deux structures sanitaires, l'Etat procédera à la finition des travaux de construction des hôpitaux généraux de Ouesso, dans la Sangha, et de Sibiti, dans la Lékoumou.

Concernant la dette publique, le Premier ministre a rappelé qu'elle est passée de 108 à 110% du produit intérieur brut, il y a quelques années, à environ 91% aujourd'hui. Ceci grâce à la rigueur dans la gestion de la dépense publique et le paiement de la dette extérieure comme intérieure, la discipline budgétaire, l'amélioration des recettes pétrolières. *« La discipline budgétaire, l'ensemble des mesures que nous nous sommes imposées nous ont permis de liquider petit à petit cette dette extérieure, de rétablir la confiance avec l'ensemble des partenaires ; de rendre la dette publique soutenable. Elle ne l'est pas encore, mais elle est quand même viable parce que l'objectif est de la ramener au moins à 70% et respecter le critère de convergence de la Cémac. C'est le pari, mais le fait de la ramener de près de 110% à 91%, en temps-ci, c'est un acte assez fort »*, a-t-il laissé entendre.

Résumant les trois premières batailles du plan d'action du gouvernement, Anatole Collinet Makosso a conclu que quatorze engagements ont été acquis, sept sont en cours d'acquisition et trois restent encore à réaliser. Il s'agit précisément de la construction des barrages de Sounda et de Chollet, ainsi que du pont route rail Kinshasa-Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

DÉVELOPPEMENT RURAL

Une nouvelle banque agricole en voie d'être créée au Congo

Les agriculteurs congolais pourraient revivre la période glorieuse du crédit agricole, avec les négociations engagées par le gouvernement et ses partenaires.

Le projet de création d'une banque agricole au Congo a été au cœur de la rencontre à New Delhi, en Inde, le 16 juin, entre le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, et les dirigeants de la banque Nabard.

La délégation congolaise et les responsables de la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural de l'Inde, Nabard, ont entamé les discussions autour du partage d'expériences dans le domaine du crédit agricole. Le Congo entend attirer les investisseurs indiens pour financer ses projets agricoles à travers une banque spécialisée fournissant des services financiers adaptés à la demande du monde rural. La banque Nabard représente un partenaire idéal pour le gouvernement congolais, puisqu'elle a joué un rôle important dans le développement rural et agricole en Inde au cours des dernières années. L'institution financière disposant d'un capital total de plus de 40 milliards de dollars américains propose des services financiers et des programmes de développement pour soutenir l'amélioration des moyens de subsistance des petits agriculteurs et l'expansion des activités économiques rurales.

Les autorités congolaises veulent ainsi s'inspirer du modèle indien en matière de crédit agricole, qui promeut une agriculture et un développement rural durables par une pratique innovante et équitable. La vocation de Nabard l'a conduit à établir des partenariats avec d'autres entités nationales, des institutions financières et des organisations non gouvernementales afin de mettre en œuvre des projets innovants. Il s'agit des prêts aux producteurs, des financements mixtes, des appuis au secteur de la pêche, des énergies renouvelables...

À cela il faut ajouter que près d'un tiers des décaissements cumulés de Nabard sont liés à des activités d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. C'est ce qui a conduit cette banque indienne à solliciter l'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat(GCF), afin de continuer à mettre en œuvre ses projets et programmes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, qui sont bien alignés sur les domaines de résultats du GCF, en particulier la sécurité alimentaire et de l'eau, la foresterie et la gestion des paysages.

Les deux parties lors des discussions/DR

Le premier round de négociations entre la mission de la délégation congolaise et les partenaires indiens, précisons-le, s'est effectuée en marge du conclave Inde-Afrique du 12 au 19 juin, dans la capitale New Delhi. Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes s'est rendu au Sud de l'Inde, dans la ville de Bangalore, pour visiter le chantier de construction de la société Promac Engineering Industries Limited, active dans les secteurs du ciment, de l'énergie, de l'acier et de la transformation des minerais.

L'entreprise Promac est partenaire dans le projet de la nouvelle cimenterie Tao-Tao, dans le département du Niari. Le ministre du Développement industriel a profité de la visite pour évoquer avec les dirigeants de cette entreprise l'état d'avancement des cellules de montage de cette cimenterie qui est à sa deuxième phase de conception.

Fiacre Kombo

62e ANNIVERSAIRE DES FAC ET DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Une prise d'armes sous le signe de la discipline

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé la prise d'armes organisée le 22 juin à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat, à Brazzaville, mettant en scène des troupes statiques et en mouvement en armes, pour donner du rythme à cette cérémonie traditionnelle.

Le ministre de la Défense nationale faisant la revue des troupes/Adiac

La cérémonie a connu la participation du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division, Guy Blanchard Okoï, des officiers généraux, officiers supérieurs, officiers, sous-officiers, militaires de rang et gendarmes, des attachés de défense accrédités au Congo, puis des membres du commandement des FAC et de la police. A la tribune aux côtés du ministre de la Défense nationale et celui de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Zéphirin Mboulou, plusieurs autres membres du gouvernement ont été de la partie.

Quelques huit cents militaires réunissant toutes les armes ont participé à l'édition 2023 du défilé de près d'une heure organisé sur le thème « Renforcement de la discipline et des capacités en ressources humaines comme facteur d'efficacité opérationnelle de la force publique ». Des carrés des unités de l'armée de l'air, de terre, de mer, de la gendarmerie nationale et de la police mais également des sapeurs-pompiers ont été mobilisés pour la circonstance.

Signalons qu'au titre de cette célébration de nombreuses activités ont été organisées, notamment les compétitions sportives (football, volley, cross-tir, etc.), opération salubrité, le culte œcuménique à l'Eglise salutiste des Plateaux des 15 ans, ainsi que la célébration de la Journée du souvenir aux morts de la force publique.

Une stèle pour un devoir de mémoire

Erigée en plein cœur de Brazzaville, précisément au rond-point du ministère de la Défense nationale, la stèle aux morts (comme l'indique son appellation) est une œuvre en souvenir des agents de la force publique tombés au champ d'honneur. Elle exprime la reconnaissance solennelle et symbolique des agents de la force publique morts pour la patrie.

Guillaume Ondze

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Congo Terminal s'engage dans la lutte contre le plastique

Filiale du groupe Africa Global Logistics (AGL), Congo Terminal a mobilisé plus de cent collaborateurs ayant participé, le 17 juin à Pointe-Noire, à une opération de collecte et de tri des déchets échoués sur les trois hectares de plage bordant le terminal à conteneurs du Port autonome de Pointe-Noire.

Les collaborateurs d'AGL Congo et de Congo Terminal lors de l'opération de collecte des déchets/DR

L'initiative a débuté par une sensibilisation visant à faire prendre conscience à la population de la ville côtière du rôle crucial des océans dans la préservation des écosystèmes et les dangers des déchets non biodégradables, notamment les plastiques pour la faune et la flore marines.

« Environ 2,5 tonnes de déchets plastiques ont été collectées et remises à Cortell Engineering Environment, une entreprise chargée de la gestion des déchets au Port autonome de Pointe-Noire. Ces déchets plastiques seront ensuite dirigés vers une entreprise de recyclage », a indiqué Anthony Samzun, directeur général de Congo Terminal, qui participait à cette opération.

L'action lancée par Congo Terminal en 2016 à l'occasion de la Journée mondiale des océans participe à la préservation des écosystèmes marins et la protection de l'environnement. Elle s'inscrit dans le cadre des nombreuses autres initiatives environnementales d'AGL, telles que le plan climat visant à réduire l'empreinte carbone liée à ses activités, le programme de labellisation «Green Terminal» qui englobe toutes les préoccupations écologiques dans le domaine de la logistique portuaire, ainsi que la sensibilisation des élèves et des familles des employés à la préservation de l'environnement en partenariat avec l' organisation non gouvernementale Renatura, spécialisée dans la sauvegarde des tortues marines.

« Environ 2,5 tonnes de déchets plastiques ont été collectées et remises à Cortell Engineering Environment, une entreprise chargée de la gestion des déchets au Port autonome de Pointe-Noire. Ces déchets plastiques seront ensuite dirigés vers une entreprise de recyclage »

L'engagement continu d'AGL Congo et de Congo Terminal envers la protection de l'environnement et de la biodiversité témoigne de la volonté à lutter contre le plastique, mais aussi de la vision de ce groupe dans sa quête de préserver l'espace vital.

Opérateur du terminal à conteneurs de Pointe-Noire, Congo Terminal, filiale d'AGL, est engagé dans un partenariat public-privé qui lui permet de répondre aux exigences de ses clients, à savoir les armateurs, les importateurs ou exportateurs. Grâce à ses nombreux investissements, l'entreprise participe à l'amélioration du pouvoir d'achat et contribue activement à la lutte contre la vie chère.

Guy-Gervais Kitina

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Un autre projet éducatif pourrait succéder au Praased

Le Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased), mis en place en 2016, va s'achever à la fin de ce mois. La Banque mondiale qui le finance prévoit déjà un projet alternatif.

« Le Praased se clôture mais ce n'est pas la fin de l'appui de la Banque mondiale au Congo dans le secteur de l'éducation. Parce que nous aurons un atelier au cours duquel nous allons discuter des priorités d'un projet en préparation avec les parties : ministère de l'Enseignement général, ministère de l'Enseignement technique, ministère de l'Enseignement supérieur », a indiqué la spécialiste principale en éducation de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Marguerite Clarke, après avoir échangé avec le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, accompagnée de Korotoumou Ouattara, représentante de la Banque mondiale au Congo.

L'équipe de la Banque mondiale a exprimé sa satisfaction des résultats obtenus et des progrès réalisés en sept ans de mise en œuvre du Praased. Ces résultats concernent l'élaboration des cahier d'éducation, les modules pour enseignants qui sont en cours d'impression, l'enrôlement biométrique des enseignants fonctionnaires, volontaires et communautaires.

Le ministre de l'Enseignement général avec les partenaires de la Banque mondiale/Adiac

Il y a, par ailleurs, les annuaires statistiques qui doivent être publiés. Ils contiennent des informations qui permettent d'avoir une vue globale de la situation de l'éducation au Congo. Ces statistiques sont utiles pour mieux orienter les décisions des pouvoirs publics et des partenaires, entre autres, dans la résolution des problèmes qui minent le système éducatif congolais.

Rappel

Le Praased qui touche à sa fin avait été approuvé en conseil d'administration de la Banque mondiale, le 28 avril 2016. De façon globale, l'objectif était de rendre opérationnelle la stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025. Cela dit, améliorer le rendement scolaire au primaire et au collège ainsi que renforcer la performance de certains systèmes de gestion, avec une priorité en zones rurales et celles où les rendements scolaires sont très faibles avec une attention particulière aux groupes défavorisés, notamment enfants démunis, handicapés et autochtones.

La communauté éducative devrait donc attendre la fin de l'atelier pour savoir quel est le projet qui succédera au Praased pour poursuivre le processus d'amélioration du système éducatif congolais.

Rominique Makaya

EXAMENS D'ETAT

La Halc va poursuivre son combat contre la fraude scolaire

Au-delà des examens d'Etat sous surveillance de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), le travail de sensibilisation va se poursuivre pour que les élèves parviennent à rompre avec la fraude, a indiqué le président de la structure, Emmanuel Ollita Ondongo.

Le président de la Halc à l'issue de la ronde des centres d'examen/Adiac

« Zéro faute pour zéro fraude aux examens d'Etat, bannissons la corruption au Congo », est l'opération lancée par la Halc pour conscientiser les candidats aux examens d'Etat cette année. Sur toute l'étendue du territoire national, la Halc a déployé des délégués avec des supports de communication, dans tous les centres d'examen, pour appuyer la sensibilisation.

Après le baccalauréat technique, la Halc a poursuivi l'œuvre au baccalauréat général, aux côtés des membres du gouvernement. *« Les élèves doivent savoir que la fraude entache non seulement la crédibilité des examens d'Etat mais celle du pays. La Haute autorité de lutte contre la corruption est donc en train de travailler d'arrache-pied pour que ces derniers puissent rompre avec la fraude »,* a déclaré le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, qui s'est dit satisfait du travail de sensibilisation.

Il convient de souligner que l'initiative en cette période d'examens d'Etat n'est pas la première du genre. En décembre 2022, le président de la Halc et les ministres en charge de l'Enseignement général et technique ont mené une campagne de sensibilisation à la lutte contre la corruption et la fraude scolaire à l'endroit de toute la communauté éducative.

En rappel, la Halc a la responsabilité de prévenir et combattre la corruption, la concussion, la fraude et les autres infractions assimilées. Le milieu éducatif n'est pas épargné. Selon Emmanuel Ollita Ondongo, la lutte contre la fraude scolaire est le problème de tous, pas seulement de la Halc. Les élèves eux-mêmes, les parents d'élèves, les enseignants, les organisations de la société civile, les confessions religieuses, les médias ont une partition à jouer dans ce combat. Le numéro vert 1023 est toujours ouvert pour dénoncer les faits de corruption, de concussion, de fraude et de toutes les infractions assimilées.

Rominique Makaya

SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES

L'Acap insatisfaite des résultats de la 59e édition du mois de l'amitié

Les membres de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap) ont bouclé, le 22 juin, à travers une conférence-débat, les activités marquant la 59e édition du mois de l'amitié. Selon eux, le bilan de cette édition n'est pas attrayant à cause des difficultés financière et des problèmes administratifs.

Des participants à la conférence-débat/Adiac

Le mois de l'amitié entre les peuples est un moment de symbiose et valorise le vivre-ensemble. Il a été lancé le 24 mai. Plusieurs activités concernant la consolidation de la paix dans divers pays, puis le renforcement de la cohésion entre les peuples, ont été prévues mais nombreuses d'entre elles ne se sont pas déroulées suite aux difficultés que traverse l'Acap, une organisation apolitique et non gouvernementale.

« Nous clôturons, selon nos statuts, le mois de l'amitié. Le bilan est un peu négatif en ce sens que les activités prévues n'ont pas toutes été effectives, compte tenu de l'administration et autres raisons. Nous continuons à travailler pour promouvoir la paix et soutenir nos amis qui traversent des moments de guerre », a indiqué le secrétaire général de l'Acap, Auguste Ndoudi.

Dans son intervention, le secrétaire chargé de l'organisation de la vie de cette structure, Fontaine Albert Bobeka, a développé un sujet sur le thème « Vital Balla : pour la paix, la solidarité et l'amitié des peuples ». Il a signifié que l'Acap et son président,Vital Balla, sont restés en mouvement pour participer aux nombreuses réunions et conférences en vue de la résolution des conflits, tant au niveau national qu'international.

Il a retracé et présenté les différentes actions en faveur de la paix que cette structure a menées et continue à mener.

Fontaine Albert Bobeka a, d'ailleurs, profité de ce moment qui coïncide avec la Journée nationale de l'amitié pour inviter les acteurs politiques à instaurer la paix dans certains pays comme le Mali, le Soudan ou la République démocratique du Congo.

Créée en 1964, l'Acap, dirigée par Vital Balla, est une organisation confessionnelle, apolitique, non gouvernementale et non lucrative régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle milite dans la résolution de plusieurs crises internationales et participe régulièrement à la formation des cadres dans divers domaines.

L'Acap travaille et prépare déjà la célébration, avec faste, de la 60e édition du mois de l'amitié, prévue en 2024.

Rude Ngoma

COOPÉRATION

L'UE salue les 60 ans des relations avec le Congo

Le Congo et l'Union européenne (UE) célèbrent, cette année, les soixante ans de leur coopération. Lors d'un entretien, le 21 juin avec le député-maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, l'ambassadeur de la mission diplomatique au Congo, Giacomo Durazzo, s'est dit honoré de l'excellence des relations entre les deux parties.

Pendant plus d'une demi-heure, le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville et l'ambassadeur de l'UE au Congo ont fait le tour de la coopération entre les deux parties, qu'ils ont estimée fructueuse, mais pour laquelle ils souhaitent développer au mieux.

A cet effet, ils ont évoqué la célébration, sous peu, des soixante ans de cette coopération, une occasion propice pour les deux parties de dresser le bilan du parcours et de dégager les perspectives.

« Nous avons évoqué aussi les 60 ans de la coopération entre le Congo et l'Union européenne. Relations de plus en plus excellentes et fluides, qui nous ont permis de travailler sur beaucoup de projets, aussi bien au niveau de la coopération d'aide au développement que des relations diplomatiques et politiques, un partenariat riche et diversifié », a indiqué Giacomo Durazzo.

Dieudonné Bantsimba s'entretenant avec Giacomo Durazzo/Adiac

« Nous avons évoqué aussi les 60 ans de la coopération entre le Congo et l'Union européenne. Relations de plus en plus excellentes et fluides, qui nous ont permis de travailler sur beaucoup de projets, aussi bien au niveau de la coopération d'aide au développement que des relations diplomatiques et politiques, un partenariat riche et diversifié »

Les relations entre le Congo et l'UE, précisons-le, s'appuient sur plusieurs volets dont les plus essentiels sont la politique, l'économie, le commerce et l'humanitaire.

Au plan politique, elles sont établies dans le cadre de l'accord de Cotonou visant à réduire la pauvreté pour une stratégie intégrée de développement. La démarche repose sur un dialogue politique et se focalise sur la consolidation de la paix; la prévention et la résolution des conflits; le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et l'État de droit, ainsi que sur la bonne gestion des affaires publiques.

Au plan économique, cet accord porte aussi, entre autres, sur la mise en place d'un nouveau cadre de coopération économique et commerciale permettant de libéraliser les échanges et d'intégrer le pays dans l'économie mondiale.

Quant au plan commercial, l'UE met en œuvre des projets qui favorisent la diversification et l'amélioration de la compétitivité des produits congolais, tels que le sucre. Au-delà, il s'agit aussi de renforcer la diversification de l'économie.

Firmin Oyé

TRANSFERTS

Sylver Ganvoula au rebond chez le champion de Suisse

En fin de contrat à Bochum, l'attaquant international congolais s'est engagé pour trois saisons en faveur des Young Boys de Berne, qualifiés pour les barrages de la Ligue des champions 2023.

Après les championnats marocain, turc, belge et allemands (1er et 2e divisions), Sylver Ganvoula va découvrir la Super League suisse et, en cas de succès lors des barrages, à la Ligue des champions.

En effet, les Young Boys de Berne ont remporté leur 16e titre de champion de Suisse et sont, de fait, qualifiés pour les barrages de la Ligue des champions, qui se joueront les 22 et 23 août.

D'ici-là, Sylver Ganvoula et ses nouveaux co-équipiers auront renoué avec la compétition domestique le 23 juillet face à Lausanne Sport. Après deux premières tentatives repoussées par la direction de Bochum, Berne s'attache donc les services de Ganvoula, ciblé de longue date par Stéphane Chapuisat, ancien buteur vedette de Dortmund et de la Nati et membre du staff des U21 du club.

Le Brazzavillois a ainsi signé un bail de trois saisons, avec une année supplémentaire en option.

Après des passages au Raja Casablanca et à Elazigspor, l'ancien attaquant du Patronage Saint-Anne s'était révélé en Belgique, à Westerlo (9 buts en 26 matches de Jupiler League).

Son passage à Anderlecht, l'un des cadors du foot belge, ne connaîtra pas la même réussite, pas plus que son prêt à Malines. En revanche, toujours dans le cadre d'un prêt, il tire son épingle du jeu en Bundesliga 2, avec 5 buts en 21 matches avec Bochum.

Recruté par Bochum, Ganvoula brille lors de l'exercice 2018-2019 (13 buts en 28 matches), mais ne confirme pas l'année suivante, ponctuée de la montée en Bundesliga de Bochum.

Dans l'élite allemande, l'international n'aura jamais joué les premiers rôles et son retour en Jupiler League (prêt au Cercle de Bruges en 2021-2022) s'est soldé par un échec.

En fin de contrat, après une ultime saison mitigée (16 apparitions, 231 minutes de jeu), Ganvoula va donc tenter de se relancer en Suisse.

Peut-être l'occasion pour lui de retrouver la sélection nationale, dont il a été le capitaine avant d'être complétement mis au placard depuis l'échec des Diables rouges durant la campagne des éliminatoires Coupe du monde 2022.

Camille Delourme

Sylver Ganvoula et son agent, Youcef Boudejmai, qui est également conseiller de Sébastien Migné, lors de la présentation du joueur à Berne (www.bscyb.ch)

CAN U-23

Les Diables rouges prêts pour la compétition

Pour leur première participation à la phase finale de la Coupe d' Afrique des nations (CAN) du 24 juin au 8 juillet au Maroc, les Diables rouges des moins de 23 ans veulent faire d'un coup d'essai, un coup de maître. La compétition est qualificative aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Après huit jours de mise au vert à Casablanca, les Diables rouges U-23 l'ont bouclée au début de la semaine en faisant jeu égal 0-0 face aux Pharaons d'Égypte. Un bon sparring partners puisqu'au mois de février, en amical, les Congolais s'étaient inclinés 0-2 face à la même équipe, en Egypte. Des réajustements tactiques ont été faits pour contrer les Egyptiens. Le stage a permis de mieux évaluer l'équipe avant son entrée en compétition, le 25 juin, face à la sélection du Ghana. Deux jours après, les Diables rouges joueront contre la Guinée avant de terminer la phase de groupe, le 30 juin, contre le Maroc, pays hôte.

« Nous jouerons cette compétition avec la volonté manifeste de battre. J'ai conscience que nous sommes dans une poule très relevée mais je crois que le Congo a des arguments à faire valoir du côté du Maroc. Je souhaite que ce coup d'essai soit un coup de maître. J'ai une équipe capable de battre n'importe quelle autre. On va se battre avec nos moyens et le Dieu du football en décidera », a précisé Cyrille Donga, le sélectionneur.

Notons que la CAN des moins de 23 ans met en compétition huit équipes reparties en deux poules de quatre. Le groupe opposé mettra aux prises l'Egypte, le Mali, le Gabon et le Niger. Les trois meilleures équipes seront qualifiées pour les Jeux Olympiques de Paris.

James Golden Eloué

Les Diables rouges des moins de 23 ans/Adiac

« Nous jouerons cette compétition avec la volonté manifeste de battre. J'ai conscience que nous sommes dans une poule très relevée mais je crois que le Congo a des arguments à faire valoir du côté du Maroc. Je souhaite que ce coup d'essai soit un coup de maître. J'ai une équipe capable de battre n'importe quelle autre. On va se battre avec nos moyens et le Dieu du football en décidera »

UNHCR
United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

AVIS DE VACANCE DE POSTES EXTERNES

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en République du Congo procède aux recrutements suivants pour une durée de 12 mois renouvelable :

Titre du Poste :	Assistant Administratif (JR2321598)
Catégorie :	Services Généraux, G4
Lieu d'affectation :	Betou, Congo
Titre du Poste :	Agent d'approvisionnement adjoint (JR2321595)
Catégorie :	Services Généraux, G5
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Titre du Poste :	Assistant aux approvisionnements (JR2321593)
Catégorie :	Services Généraux, G4
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Titre du Poste :	Associé de sécurité sur le terrain (JR2321783)
Catégorie :	Services Généraux, G6
Lieu d'affectation :	Gamboma, Congo
Titre du Poste :	Assistant principal en TIC (JR2321845)
Catégorie :	Services Généraux, G5
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Titre du Poste :	Associé aux Ressources Humaines (JR2321843)
Catégorie :	Services Généraux, G6
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Titre du Poste :	Chauffeur (JR2321842)
Catégorie :	Services Généraux, G2
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Titre du Poste :	Chauffeur/Pinassier (JR2321805)
Catégorie :	Services Généraux, G2
Lieu d'affectation :	Gamboma, Congo
Titre du Poste :	Government Liaison Associate (JR2318270)
Catégorie :	Services Généraux, G6
Lieu d'affectation :	Brazzaville, Congo
Durée :	Jusqu'au 31 décembre 2023

COMMENT POSTULER

Les candidats externes intéressés sont invités à postuler via le site web des carrières du HCR https://unhcr.wd3.myworkdayjobs.com/fr-FR/External.

Date limite : 04 juillet à minuit (heure de Genève).

REPRESENTATION IN CONGO UNHCR The UN Refugee Agency 02 BRAZZAVILLE

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Naouladjo Merveille Chancelvie, je souhaite être appelée désormais Nkodia Kynd Anka Merveille Chancelvie.
Toute personne justifiant d'intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

AVIS DE RECHERCHE

La famille Mayingidi recherche son beau fils, Christian Kiane, alias Kiantseka, qui est porté disparu en emportant par devers lui les enfants après le décès de sa femme Rocquiers Mayinguidi.
Elle prie toute personne qui l'aurait vu de contacter au N° 06 614 81 11 /06 660 22 61

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

FÊTE DE LA MUSIQUE

L'ambiance au rendez-vous à Brazzaville

Chaque année, le monde célèbre la fête de la musique, le 21 juin. A l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, le public venu nombreux a apprécié les talents de plus de 500 artistes montés tour à tour sur cinq scènes érigées à cette occasion.

Un des groupes d'artistes/Adiac

Dès 16 h, le public était présent à l'IFC pour célébrer la fête avec les artistes et différents groupes musicaux évoluant dans divers styles musicaux. A partir de 17h 30 min, les spectateurs ont envahi les espaces réservés pour la circonstance. Les scènes Savorgnon, Parvis, Bralico, Kiabi, jardin avaient du monde, le public voulait tout voir. Il se mouvait d'une scène à une autre, regardant et encourageant ceux qui prestaient.

La scène Kiabi, au hall, a été réservée aux artistes de la musique urbaine, à la danse, au défilé de mode et à la tombola, tandis que les autres scènes ont été pour la musique tradi-moderne, la percussion, le gospel, l'Afro-gospel, la word music, le jazz, le reggae, le rap, le coupé-décalé, la rumba, ...

Sourire aux lèvres, des cris de joie par-ci, par-là, les applaudissements accompagnaient la joie des spectateurs lors de passage des artistes talentueux qui ont su captiver leur attention. Le public était vraiment là pour faire la fête et les artistes lui ont offert une vibrante célébration avec de la diversité musicale. En tout cas, les structures de l'IFC ont été envahies par le public qui prenait des photos, dansait, chantait. Il y avait de la joie sur le visage des uns et des autres, la fête était belle.

Après sa ronde sur les sites de Kintelé et de Mayanga, la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, est arrivée à l'IFC où elle a informé le public d'une autre fête qui pointe à l'horizon, le Festival panafricain de musique. L'événement se tiendra du 15 au 22 juillet, à Brazzaville.

L'équipe de l'IFC, par son directeur délégué Régis Ségala, a remercié la ministre pour son soutien aux artistes et sa participation à cette fête qui est l'un des rendez-vous majeurs de leur programmation culturelle.

La 41e édition de la fête internationale de la musique s'est déroulée simultanément sur toute l'étendue du territoire national à travers des concerts gratuits.

Rosalie Bindika

La fête célébrée dans l'allégresse à Pointe-Noire

La direction départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire a célébré, le 21 juin à l'Espace culturel Yaro, dans le quatrième arrondissement Loandjili, la fête de la musique marquée par la prestation réussie des artistes et groupes venus communier avec le public cet événement annuel.

L'assistance lors de la célébration de la fête de la musique à Pointe-Noire/DR

En présence de Philippe Mboumba Madiela, conseiller socio-culturel du maire de la ville de Pointe-Noire, les chants, les danses et les animations musicales ont résonné dans tout Loandjili et ses alentours, égayant le public venu nombreux assister à l'événement que la direction départementale des Arts et des Lettres voulu célébrer dans cet arrondissement. Un événement qui, depuis son lancement en France en 1982, rassemble dans plusieurs pays du monde les musiciens et férus de la musique. Après avoir fait ce rappel historique, Chancy Mikia, directrice départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire par intérim, a dit en ouvrant la soirée: *« Depuis sa création, la fête de la musique a su s'adapter aux mutations profondes du paysage musical tout en demeurant l'événement culturel préféré des Congolais. Ainsi, nous tous réunis ici allons donner un éclat particulier à la fête aujourd'hui. Venons donc célébrer la fête de la musique avec toute la joie possible ».*

Tour à tour, le groupe traditionnel Limani-Li-Ntsi, l'artiste Leibson, Sa majesté Machine, le griot Mizingou, BNG Band, Les talentueux, Ecoma Gospel ont presté sous les ovations du public accompagnant de la voix, des gestes et pas de danses les différents artistes et groupes. Au fil des minutes, l'affluence ne faisait que croître et l'espace paraissait trop restreint pour accueillir toute la foule venue s'associer à la fête. Cerise sur le gâteau, un défraiement a été servi à l'assistance rendant encore plus beau ce moment musical convivial.

Satisfait d'avoir passé des moments inoubliables de gaieté autour de la musique, de nombreux participants ont souhaité que pareilles retrouvailles musicales soient organisées fréquemment et pas seulement le 21 juin.

Hervé Brice Mampouya

POÉSIE

Gabriel Okoundji, un des nouveaux maîtres es Jeux de l'Académie des jeux floraux

L'Académie des jeux floraux, dans sa série de publications de juin, présente les maîtres es Jeux reçus les 3 et 4 mai derniers. Parmi eux, le Congolais Gabriel Mwènè Okoundji.

Dans cette publication, Gabriel Mwènè Okoundji est présenté comme étant une figure majeure de la nouvelle génération de poètes congolais et de poètes de langue française. Cette présentation rappelle qu'il figure dans l'anthologie Poésie de langue française, 144 poètes d'aujourd'hui autour du monde (éditions Seghers, 2009), dans l'Année poétique 2009 (éditions Seghers, 2009), ainsi que dans Poésie de langue française, 30 poètes d'aujourd'hui autour du monde, poèmes audio sur CD (éditions Sous la Lime, 2009).

Il est précisé également que ses ouvrages sont traduits notamment en espagnol, en anglais, en finnois, en occitan et en italien.

Marie Alfred Ngoma

SOLUTION :
Le mot-mystère est : DÉONTOLOGIE

■	E	■	T	■	P	■	H	■	P	■	A
I	N	C	I	N	E	R	A	T	I	O	N
■	T	A	B	A	C	■	C	A	S	■	E
M	A	R	I	■	T	A	H	I	T	I	■
■	I	D	A	H	O	■	O	L	I	V	E
O	L	A	■	E	R	A	I	L	L	E	S
■	L	I	B	R	A	I	R	E	S	■	C
T	E	E	■	N	U	L	■	U	■	E	H
■	■	N	O	I	X	■	B	R	A	M	E
P	A	T	R	E	■	C	A	■	N	O	S
■	R	■	G	■	P	O	S	E	N	T	■
A	D	D	I	T	I	F	■	B	A	I	L
■	E	U	E	S	■	F	L	A	■	V	E
M	U	R	■	A	B	R	I	T	E	E	S
■	R	E	C	R	U	E	■	S	U	S	E

P	L	A	N	T	E	■	V	U	E		
A	I	N	E	■	T	E	I	N	T		
R	E	■	F	L	A	N	C	■	H		
D	U	E	L	■	N	I	E	C	E		
O	■	N	E	I	G	E	■	O	R		
N	E	T	■	M	■	M	O	U	■		
■	N	A	T	A	L	E	■	D	E		
E	N	I	G	M	E	■	C	E	P		
N	U	■	V	■	P	A	R	■	I		
V	I	E	■	O	R	T	I	E	■		
O	■	R	U	S	E	R	■	I	N		
L	A	R	V	E	■	E	U	R	O		
E	U	E	■	R	U	S	S	E	S		

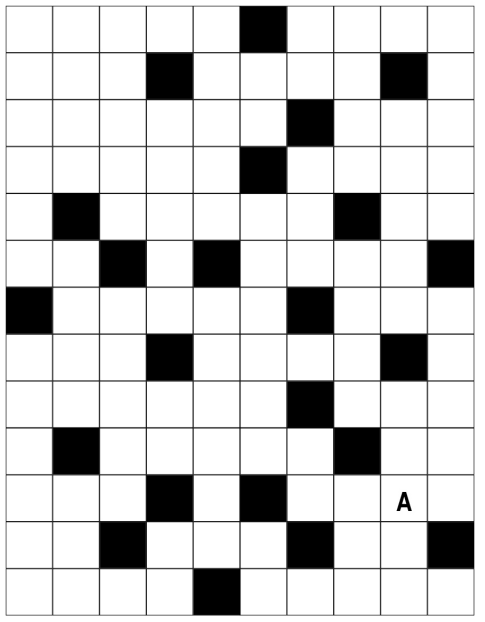
• SOLUTION DE LA GRILLE N°720 •

9	2	3	4	8	6	1	7	5
4	5	6	9	1	7	2	3	8
8	1	7	3	5	2	4	9	6
2	6	4	1	7	9	5	8	3
7	3	5	2	6	8	9	1	4
1	8	9	5	4	3	6	2	7
3	7	2	6	9	5	8	4	1
5	9	1	8	3	4	7	6	2
6	4	8	7	2	1	3	5	9

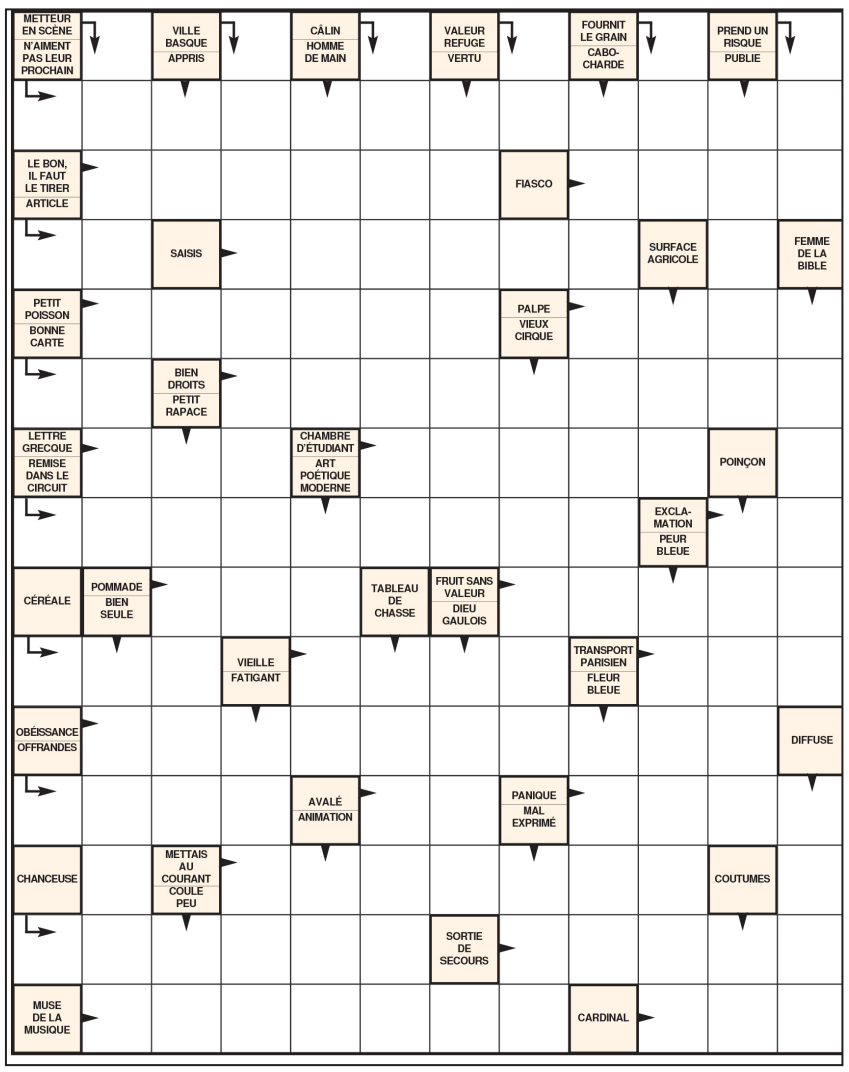
• SOLUTION DE LA GRILLE N°721 •

9	3	2	4	1	7	5	6	8
5	7	1	8	6	3	2	9	4
4	8	6	5	9	2	7	3	1
3	9	8	7	5	6	1	4	2
2	5	4	1	8	9	3	7	6
1	6	7	2	3	4	9	8	5
8	2	9	6	7	1	4	5	3
7	1	5	3	4	8	6	2	9
6	4	3	9	2	5	8	1	7

MOTS CASÉS 10X13 • N°157



2 LETTRES
AN - AS - DU - EN - ET - OS - SA - TA - TE - TU - VA
3 LETTRES
ARA - CET - CRU - GAI - HIC - JEU - REA - RUE - UNE - USE
4 LETTRES
AJAX - CENT - JURA - NEON - ORGE - RIRE - RUER - SCIE - STAR - TIEN - VOTA
5 LETTRES
AGITE - ANTAN - CREPE - ECRUE - EGAUX - ERRER - ESTER - ETANG - ISSUE - IVRES - LUNES - MEUVE - SAUGE - STELE
6 LETTRES
CHIMIE - CITRON - EJECTE - INEDIT - IRRITA - USINER



E	D	R	U	K	G	E	L	L	Y	D	I	K	R	Y
N	N	E	Y	S	A	G	H	Y	M	N	E	S	E	D
I	O	N	G	I	L	I	E	C	O	H	U	E	L	N
H	C	D	A	O	A	G	S	U	C	R	E	E	I	A
C	E	I	N	T	N	O	F	O	V	S	D	N	E	D
A	F	V	G	A	T	L	H	O	D	A	P	O	F	P
M	R	E	R	P	M	O	L	I	N	R	I	L	E	Y
D	E	T	E	O	R	M	A	R	I	D	E	Y	E	R
D	E	C	N	T	M	M	O	M	M	I	R	P	C	O
R	E	N	E	G	A	T	A	C	E	N	U	E	N	M
I	S	N	T	N	A	T	O	V	L	E	V	H	I	A
C	S	L	T	E	E	I	S	E	O	P	A	T	R	N
R	Y	L	M	I	L	L	I	O	N	E	B	Y	P	E
A	D	C	A	M	E	L	I	A	R	U	O	M	U	H
F	O	C	I	G	A	R	E	N	O	T	Y	R	A	B

BARYTON
BAVURE
CAMELIA
CIGARE
COHORTE
COHUE
COMMANDO
DANDY
DENTELLE
DENTIER
DIAMANT
ENDIVE
ETRANGE
FARCIR
FECOND
FONDRE
GALANT
GANGRENE
GIGOLO
HUMOUR
HYMNE
IDYLLE
KURDE
MACHIN
MECENE
MELON
MILLION
MORVE
MYTHE
ODYSSEE
PATOIS
POESIE
PRIMATE
PRINCE
PYLONE
PYROMANE
RELIEF
RENEGAT
SARDINE
SUCRE
SURVOL
TORNADE
VOTANT

• SUDOKU • GRILLE N°33 • FACILE •

		6	5		9	7		
	1	8		7			5	
5		3				9	8	6
6			2		7			8
	2			4			3	
4			3		1			5
7	5	4				8		1
	6			1		5	9	
		1	7		6	3		

www.fortissimots.com

• SUDOKU • GRILLE N°41 • DIFFICILE •

7				9			8	
6	1		3					9
		4			7			
2	8			7				
	9						5	
				8			3	4
			2			5		
3					5		9	2
	7			4				6

www.fortissimots.com

SOMMET POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL

La rencontre ouverte à Paris

Depuis le Palais Brongniart à Paris, en France, le monde assiste au flot de paroles autour des débats au plus haut niveau entre chefs d'État et de gouvernement, responsables d'organisations internationales, représentants de la société civile, des fondations, des fonds et du secteur privé. Le président Denis Sassou N'Guesso a plaidé pour un sommet historique en pleine rupture avec les précédents.

Le président Denis Sassou N'Guesso lors de la table ronde/Roland Mbongo

Pour ce sommet, les dirigeants et les chefs d'État vont aborder, les 22 et 23 juin, la réforme du système financier international afin de mieux armer les pays vulnérables du Sud face au changement climatique et à la pauvreté.

D'emblée, lors de l'ouverture, le ton a été donné par le président français, Emmanuel Macron, hôte de ce sommet du nouveau pacte financier mondial, en appelant à un «choc de financement public» face à la crise climatique et à la pauvreté, devant des chefs d'État et de gouvernement. Il a noté qu'il y avait «beaucoup d'argent» mais pas forcément au «service des progrès de la planète».

Emmanuel Macron a ajouté qu'»aucun pays ne doit avoir à choisir» entre lutte contre la pauvreté et protection de la planète. «Nous devons assumer un choc de financement public» et *«nous avons besoin de beaucoup plus de financements privés»*, a-t-il souligné.

Davantage d'argent public mais aussi privé, en priorité pour les pays pauvres : des dirigeants du Nord et du Sud ont plaidé à Paris pour dégager les milliers de milliards de dollars indispensables à la transition énergétique et à l'adaptation des pays vulnérables au réchauffement de la planète, un problème étroitement lié au développement.

Mia Mottley, la Première ministre de la jeune république de la Barbade, a reçu de nombreux applaudissements après avoir exigé une «transformation absolue» du système financier, et pas seulement «une réforme». La Barbade, île des Caraïbes, fait partie des pays parmi les plus vulnérables au changement climatique.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a souhaité montrer que les choses avaient déjà bougé, en annonçant l'atteinte de réallocation aux pays pauvres de 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS), sorte de monnaie de réserve du FMI.

Mais la pression est toujours là pour aller plus loin et chambouler un système qui, selon le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a «failli». Les règles régissant l'allocation des fonds *«sont devenues profondément immorales»*, a-t-il estimé, ajoutant qu' en 2021, *«un citoyen européen a perçu en moyenne près de treize fois plus qu'un citoyen africain»* en DTS.

Les travaux au palais Brongniart, dans le centre de Paris, ne doivent pas déboucher sur des décisions concrètes mais bénéficient déjà du poids du parterre des invités.

Rupture dans la succession des discours officiels, les dirigeants ont respecté une minute de silence à l'appel de la jeune militante ougandaise, Vanessa Nakate, *«pour toutes celles et ceux qui souffrent déjà et qui ont faim, qui sont déplacés, qui quittent l'école, …»*.

Elle a appelé à «une sortie équitable des énergies fossiles», s'en prenant frontalement aux profits des compagnies pétrolières occidentales.

L'objectif du sommet est de rénover en urgence l'architecture financière internationale, née des accords de Bretton Woods en 1944 avec la création du FMI et de la Banque mondiale.

L'accès à leurs financements est jugé difficile par les pays en développement, alors que leurs besoins sont immenses pour affronter canicules, sécheresses et inondations, mais aussi pour sortir de la pauvreté tout en s'affranchissant des énergies fossiles et en préservant la nature.

Parmi les nombreuses idées en débat, celle d'une taxe internationale sur les émissions carbone du transport maritime a le vent en poupe. Emmanuel Macron a redit qu'elle était «très importante».

Les dirigeants mondiaux évoquent d'autres taxations, mais aussi des réformes institutionnelles, la restructuration des dettes des pays pauvres, un renforcement du rôle du secteur privé...

La suspension du paiement de la dette en cas de catastrophe naturelle est fortement soutenue par Mia Mottley. «Il y a neuf mois, personne ne parlait de clauses de désastre naturel», s'est-elle félicitée.

Les pays riches sont aussi mis face à leur promesse faite en 2009 de financer 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros) par an pour aider les pays pauvres face au réchauffement.

Invité à prendre la parole, c'est de ce constat qu'est parti le président Denis Sassou Nguesso lors de la table ronde *« Une nouvelle méthode : les partenariats pour une croissance verte »*, modérée par Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, qui a souhaité dans ses propos introductifs un «consensus pour créer un choc» face à la crise climatique et la pauvreté.

Le chef de l'État congolais situe le repaire de promesses faites et non tenues sur le financement du climat depuis la COP15 à Copenhague. Jusqu'alors, aucune des COP qui ont suivi n'ont été en mesure de concrétiser une seule de ces promesses.

En tant que pays forestier dans le Bassin du Congo, les efforts fournis pour préserver le patrimoine mondial de 220 hectares de forêt protégée avec une réserve conséquente en carbone, tourbière et mangovre, ne trouvent pas une compensation financière auprès des partenaires pour services rendus à l'humanité.

Il a appelé de ses vœux pour que ce sommet soit celui du renouveau dans lequel les outils financiers innovants tels que le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, regroupant seize pays de la sous-région, géré par la Banque des Etats de l'Afrique centrale, soient soutenus.

Par rapport à l'agenda de la préservation des forêts, Denis Sassou N'Guesso a lancé l'invitation au Sommet des trois bassins forestiers à Brazzaville à la fin de l'année.

Marie Alfred Ngoma

MUSIQUE

Roga-Roga place son concert sous le signe de l'unité nationale

L'artiste Roga-Roga a organisé un déjeuner de presse en prélude au concert événementiel qu'il va donner le 24 juin, au stade Alphonse-Massamba-Débat, au cours duquel il a dit le placer sous le signe de l'unité nationale.

Roga-Roga répondant aux questions de la presse/Adiac

Comme il fallait si attendre, le déjeuner de presse a débuté par la question de savoir pourquoi Roga-Roga Missile a choisi la date du 24 juin pour donner son concert et pourquoi l'a-t-il annoncé quelques jours après le concert de l'artiste qui a joué avant lui. A propos, il a été clair. *« Nous avons annoncé la production au stade Alphonse-Massamba-Débat il y a de cela huit mois. Sauf que le stade ne nous a pas été accordé parce qu'il était en réfection. Il y avait des travaux. Quand les organisateurs de mon concert (Ibroks) ont su que le stade était devenu disponible, puisqu'il y avait un artiste qui allait jouer là-bas, ils ont vu le directeur du stade qui leur a présenté des excuses pour ne pas les avoir informés à temps, tout en leur disant que le stade était désormais disponible. C'est ainsi qu'ensemble, ils ont choisi la date du 24 juin. Puisqu'après, nous irons aux Etats-Unis d'Amérique pour une tournée de six mois »*, a-t-il expliqué.

Concernant les stratégies mises en place, Roga-Roga, qui affronte le stade Alphonse-Massamba-Débat pour la première fois, dit qu'il ne peut donner que ce qu'il a appris pour faire plaisir à la population qui a sollicité ce concert depuis plusieurs mois. *« Nous avons commencé à préparer ce spectacle depuis huit mois, on attendait juste l'annonce de la date. J'invite les mélomanes à venir massivement. Car c'est mieux de voir que d'écouter. Il ne faut jamais accepter qu'on vous relate l'histoire alors que vous êtes vivants. Venez nombreux au stade, il y aura beaucoup de surprises. Beaucoup d'artistes viendront de partout, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la RDC »*, a-t-il dit, ajoutant : *« Ce concert c'est un défi pour moi. Certes, on a eu la chance de jouer dans d'autres stades, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali, …, que nous avons remplis, mais c'est pour la première fois que je joue au stade Alphonse-Massamba-Débat dans notre pays. Ce n'est pas seulement un défi pour moi, mais aussi pour notre peuple aussi ».*

Le stade sera bien sécurisé

S'agissant de la sécurité, l'artiste a dit que toutes les dispositions sont prises. Il y aura la police et la gendarmerie pour assurer la sécurité. Ceux qui viendront au stade sont les amoureux de la musique. Cependant, le défi de Roga-Roga c'est d'avoir, le 24 juin, de bons instruments qui sonnent bien, une musique de qualité, un public répondant. *« Nous ferons plaisir à tous les mélomanes qui viendront à ce concert qui s'inscrit sous le signe de l'unité nationale. Nous avons les fanatiques qui viendront de partout, des quatre coins de la ville de Brazzaville et même ceux qui ont quitté d'autres villes du Congo pour venir assister à ce concert événementiel. C'est donc un événement qui me dépasse, il est devenu un événement national »*, a souligné l'artiste.

Quant au répertoire qui va être proposé, Roga-Roga a assuré qu'il est très riche, et toutes les chansons ne pourront pas être jouées. La sélection sera faite en sillonnant le répertoire depuis le début jusqu'à aujourd'hui. Le groupe va fredonner également quelques extraits de "Ndzoungou". A propos de cet opus, sa sortie est prévue avant le Festival panafricain de musique, au mois de juillet, a assuré le responsable d'Ibroks, Raymond Nti. *« Nous n'avons pas voulu, en tant que production, noyer l'événement dans l'événement. On a pensé se consacrer rien qu'au concert. L'artiste a fini tout son travail, tout est fin prêt »*, a-t-il indiqué.

Notons que le concert débutera à 15h avec la prestation de plusieurs artistes qui se sont fait enregistrer ainsi que les artistes invités. Car, il y a beaucoup d'artistes qui sont déterminés à soutenir Roga-Roga pour son concert événementiel, notamment ceux venus d'ailleurs. Toutes les dispositions pour leur séjour au Congo sont prises. Roga-Roga montera sur scène à partir de 17h pour finir avant 20h, sauf changement de programme.

Bruno Okokana

Les services de sécurité appelés à protéger les installations sportives

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a appelé, le 22 juin, au cours de la séance de question d'actualité, les autorités compétentes à prendre toutes les dispositions pour que le concert de l'artiste musicien congolais, Roga-Roga, du samedi au stade Alphonse-Massamba-Débat, ne puisse pas être une occasion pour saccager les installations sportives.

Le président de la chambre basse du Parlement s'exprimait lors de l'interpellation du ministre en charge des Sports, Hugues Ngouélondelé, suite aux incidents survenus le 18 juin dernier au stade Alphonse-Massamba-Débat, après la défaite des Diables rouges du Congo, 0-2, face aux Aigles du Mali. *« Les supporteurs que nous sommes n'avons pas vocation à casser les installations sportives que nous avons eues à la sueur du front des Congolais. Les services de sécurité doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour que pareille situation ne se répète plus. Il y a Roga-Roga qui va jouer le 24 juin »*, a exhorté Isidore Mvouba.

Le ministre Hugues Ngouélondélé, de son côté, a annoncé qu'une évaluation est en cours pour déterminer l'ampleur des dégâts des actes inciviques enregistrés le 18 juin dernier.

Parfait Wilfried Douniama